

ministre et ses associés nous disent depuis déjà trois mois que la question est à l'étude, quand le ministre pense-t-il que le gouvernement prendra une décision et quand comptent-il pouvoir la communiquer à la Chambre?

**L'hon. M. Olson:** Comme je l'ai signalé il y a quelques minutes, le gouvernement a fait certaines choses, non seulement depuis trois mois mais, de fait, depuis dix mois, pour améliorer la situation.

**M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles):** Qu'a-t-il fait?

**L'hon. M. Olson:** Je n'ai pas le temps d'en donner la liste maintenant, mais je me ferais un plaisir de la faire. En outre, des ministres autres que celui de l'Agriculture ont répondu que nous envisageons d'autres mesures salutaires.

**M. Baldwin:** Votre attitude est vraiment indigne.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie.

**L'hon. M. Hees:** Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Je dois signaler aux députés que s'ils passent trop de temps à poser de nombreuses questions supplémentaires, il se produira la même chose que ces jours derniers: un grand nombre de députés n'ont pas eu la chance de poser leurs questions. Si nous traitons de deux sujets chaque jour en consacrant 20 minutes à chacun, je doute que les résultats soient satisfaisants pour la plupart des députés. J'invite le député de Frontenac à prendre la parole.

[Français]

**M. Bernard Dumont (Frontenac):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Le ministre a-t-il aussi étudié les problèmes des cultivateurs de l'Est du Canada?

[Traduction]

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie.

## LA DÉFENSE NATIONALE

### L'OTAN—LES CONSÉQUENCES POLITIQUES DE LA RÉDUCTION DE LA PARTICIPATION MILITAIRE

**L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Nos alliés de l'OTAN lui ont-ils fait savoir qu'en se déchargeant de ses obligations militaires dans le cadre de l'OTAN, le Canada va réduire l'efficacité de sa

[M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles).]

participation politique et retarder du même coup l'avènement d'une plus grande unité parmi les nations de la communauté nord-atlantique?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Je n'ai reçu aucune communication directe dans ce sens, monsieur l'Orateur. On me dit que divers membres de l'OTAN ont fait connaître leurs points de vue au ministre de la Défense nationale, lors de son séjour en Europe, mais pour ma part, je n'ai reçu d'instances d'aucun gouvernement.

**L'hon. M. Hees:** L'expression «renvoyer la balle»...

**Des voix:** Oh, oh.

**L'hon. M. Hees:** ...n'a-t-elle aucun sens pour le premier ministre?

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

**L'hon. M. Dinsdale:** Une question supplémentaire.

**M. l'Orateur:** Le député a peut-être réellement une question supplémentaire à poser, mais nous revenons sur un sujet auquel nous avons déjà consacré 20 minutes.

**L'hon. M. Dinsdale:** Le gouvernement réduit-il progressivement son appui politique à l'OTAN dans la même proportion que son appui militaire?

**Le très hon. M. Trudeau:** Bien sûr que non, monsieur l'Orateur.

## LES COALITIONS

### LE CONTRÔLE DE LA DISTRIBUTION PAR LES PRODUCTEURS D'AUTOMOBILES

**M. J. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** J'ai une question à l'adresse de mon sympathique collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce. Étant donné l'inquiétude exprimée dernièrement par M. E. W. Dalglish, président de Volkswagen London Motors Ltd., du fait que les producteurs d'automobiles contrôlent maintenant 60 p. 100 du commerce de distribution des autos à Toronto, le ministre demanderait-il à son collègue, le ministre de la Consommation et des Corporations, de faire examiner la situation par le bureau d'enquête sur les coalitions, pour voir s'il y a eu infraction à la loi canadienne?

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Des instances ont été reçues.